**Ordonnance
sur les épizooties
(OFE)**

Modification du ...

Projet

*Le Conseil fédéral suisse
arrête:*

I

L'ordonnance du 27 juin 1995 sur les épizooties¹ est modifiée comme suit:

Préambule

vu les art. 20, al. 3, et 53, al. 1, de la loi du 1^{er} juillet 1966 sur les épizooties² (loi),

Art. 4, let. b, d et g

Abrogées

Art. 5, let. g, o et x

Par épizooties à surveiller, on entend les maladies animales suivantes:

- g. *abrogée*
- o. charbon symptomatique;
- x. coxiellose;

Art. 6, let. y

Les termes ci-dessous sont définis comme suit:

- y. *équidés*: animaux domestiques de l'espèce équine (chevaux, poneys, ânes, mulets, bardots).

Art. 7, al. 1, let. f, g et h

¹ Les cantons enregistrent toutes les unités d'élevage dans lesquelles sont détenus des animaux à onglons. Ils désignent à cet effet un seul service chargé de saisir les données suivantes:

¹ RS 916.401

² RS 916.40

- f. la taille des troupeaux de moutons, de chèvres et de camélidés du Nouveau-Monde;
- g. le type de détention des porcs (sans sortie en plein air; sortie sur une surface consolidée, sortie sur une surface non consolidée, porcs détenus en plein air);
- h. le numéro de la commune au sens de l'ordonnance du 30 décembre 1970 concernant les noms des lieux, des communes et des gares³.

Art. 8 Registre des animaux à onglons

Le détenteur d'animaux doit tenir pour chaque unité d'élevage un registre des animaux présents. Ce registre doit mentionner les variations d'effectifs et en outre, en ce qui concerne les animaux des espèces bovine et caprine, les marques d'identification et les données relatives aux inséminations (naturelles ou artificielles) et aux saillies. Le registre doit être tenu à jour. Le détenteur d'animaux doit le transmettre sur demande à l'exploitant de la banque de données sur le trafic des animaux.

Art. 10, al. 2

Abrogé

Art. 14, al. 1 et 2

¹ Toute nouvelle unité d'élevage, tout changement de détenteur d'animaux et toute liquidation d'une unité d'élevage doivent être annoncés par le détenteur à l'autorité cantonale compétente dans les trois jours ouvrables.

² Le détenteur d'animaux communique à la banque de données sur le trafic des animaux:

- a. dans les trois jours ouvrables, les variations d'effectifs et toute perte de marques auriculaires en ce qui concerne les animaux de l'espèce bovine;
- b. dans les trois jours ouvrables, les augmentations d'effectifs d'animaux en ce qui concerne les animaux de l'espèce porcine;
- c. dans les 30 jours, la naissance des animaux de l'espèce bovine;
- d. dans les 30 jours, la naissance et la mort des animaux identifiés de l'espèce porcine;

Art. 18a Enregistrement des unités d'élevage comprenant des équidés, de la volaille domestique, des poissons ou des abeilles

¹ Les cantons enregistrent toutes les unités d'élevage comprenant des équidés, de la volaille domestique, des poissons, excepté les poissons d'ornement, ou des abeilles. Ils désignent à cet effet un service qui saisit les données suivantes:

³ RS 510.625

- a. le nom et l'adresse du détenteur d'animaux;
- b. la taille de l'unité d'élevage et des effectifs, ainsi que leur emplacement et les coordonnées géographiques de celui-ci;
- c. le type de détention (pas de sorties en plein air, sorties sur une aire à climat extérieur, sorties en plein air) et les espèces en ce qui concerne la volaille domestique;
- d. le type production en ce qui concerne la volaille d'élevage (parents de pondeuses, parents de poulets de chair, parents de volaille de race);
- e. les espèces de poissons détenus en pisciculture;
- f. le nombre de ruchers occupés et leur emplacement avec les coordonnées géographiques de ceux-ci;
- g. le type d'apiculture (apiculture nomade; apiculture sédentaire);
- h. le cas échéant, le numéro attribué à l'unité d'élevage par l'exploitant de la banque de données sur le trafic des animaux.

² Toute nouvelle unité d'élevage, tout changement de détenteur d'animaux et toute liquidation doivent être annoncés par le détenteur au service cantonal compétent dans les trois jours ouvrables.

³ Le service cantonal attribue un numéro d'identification à chaque unité d'élevage. Si le contrôle du trafic des animaux l'exige, le service cantonal peut attribuer plus d'un numéro d'identification à une unité d'élevage comportant plusieurs troupeaux.

⁴ Le service cantonal transmet électroniquement les données recueillies et les mutations qui y sont liées à l'Office fédéral de l'agriculture.

⁵ D'entente avec l'office fédéral, l'Office fédéral de l'agriculture émet des dispositions d'exécution de caractère technique relatives aux al. 1, 3 et 4.

Art. 19a Identification des ruchers et annonce de leur déplacement

¹ Les ruchers doivent être identifiés au moyen du numéro d'identification cantonal bien visible de l'extérieur.

² L'apiculteur est tenu d'annoncer à l'inspecteur des ruchers tout déplacement de colonies d'abeilles si le nouvel emplacement est situé à plus de 2 km de l'ancien.

Art. 20, al. 3

³ Le registre de contrôle des effectifs des colonies d'abeilles doit être remis chaque année, à la mi-avril, à l'inspecteur des ruchers compétents. Les données peuvent être mises à la disposition d'organisation privées sous forme anonymisées.

Art. 34 Patente de marchand de bétail

¹ Les personnes qui exercent le commerce du bétail doivent être titulaires d'une patente de marchand de bétail.

² La patente de marchand de bétail est délivrée par le canton où le marchand de bétail a son siège commercial. Elle habilite le titulaire à exercer le commerce du bétail dans toute la Suisse.

³ La patente est délivrée si le requérant:

- a. a suivi un cours d'introduction pour marchands de bétail et a réussi l'examen;
- b. possède un local de stabulation dont l'emplacement, l'aménagement du bâtiment, l'organisation et la gestion sont conformes aux principes de l'hygiène sanitaire.

⁴ La patente de marchand de bétail peut, à titre exceptionnel, être délivrée provisoirement avant que le requérant n'ait suivi son cours d'introduction.

⁵ Les marchands de bétail qui livrent leurs animaux directement aux abattoirs ne sont pas soumis à l'obligation de posséder un local de stabulation.

⁶ Les bouchers qui achètent des animaux pour l'abattage dans leur propre établissement et qui les transportent directement dans leur abattoir ne doivent pas suivre le cours d'introduction pour marchands de bétail et ne pas faire l'examen.

⁷ La patente est délivrée ou renouvelée contre le versement:

- a. de 100 francs au plus pour le commerce de moutons, de chèvres et de porcs ainsi que de veaux âgés de moins de six mois;
- b. de 200 francs au plus pour le commerce d'animaux de l'espèce équine et d'animaux de l'espèce bovine âgés de plus de six mois.

⁸ La délivrance de la patente de marchand de bétail est annoncée par le vétérinaire cantonal au système d'information central visé à l'art. 54a de la loi.

Art. 35 Renouvellement et retrait de la patente de marchand de bétail

¹ La patente de marchand de bétail doit être renouvelée chaque année. Après deux renouvellements, le marchand de bétail doit suivre un cours de formation continue.

² Les marchands de bétail dont l'activité donne lieu à contestations peuvent être tenus de répéter le cours d'introduction avant le renouvellement de leur patente.

³ Le renouvellement de la patente est refusé ou la patente déjà délivrée est retirée si l'autorité cantonale compétente constate:

- a. que le titulaire ne possède pas de local de stabulation ou que ce local n'est pas conforme aux principes de l'hygiène sanitaire;
- b. que le titulaire de la patente ou son personnel a enfreint de façon réitérée ou grave la législation sur les épizooties, sur la protection des animaux, sur les denrées alimentaires, sur les médicaments vétérinaires ou sur l'agriculture;
- c. que le cours de formation continue n'a pas été suivi ou le cours d'introduction n'a pas été répété.

⁴ Tout retrait ou refus de la patente de marchand de bétail doit être communiqué par le vétérinaire cantonal au système d'information central visé à l'art. 54a de la loi.

Art. 36 Cours d'introduction et cours de formation continue

¹ Les vétérinaires cantonaux organisent les cours d'introduction et de formation continue pour marchands de bétail. Des cours communs, réunissant des participants de plusieurs cantons, sont possibles.

² Une organisation peut être chargée de donner les cours. L'organisation mandatée doit apporter la preuve:

- a. qu'elle dispose d'un corps enseignant qualifié pour dispenser cette formation, et
- b. qu'une organisation accréditée conformément à la l'ordonnance du 17 juin 1996 sur l'accréditation et la désignation⁴ effectue un contrôle de la qualité externe.

³ Les cours d'introduction ont pour objet d'informer les participants de leurs devoirs en tant que marchands de bétail et de les initier à la législation sur les épizooties et sur la protection des animaux.

⁴ Les cours de formation continue ont pour objet de transmettre aux participants les dernières connaissances en matière de prévention des épizooties et de protection des animaux.

⁵ Après avoir consulté l'Association suisse des vétérinaires cantonaux, l'office fédéral émet un règlement des cours d'introduction et de formation continue destinés aux marchands de bétail. Ce règlement fixe l'ampleur et le contenu des cours.

Art. 37 Devoirs du marchand de bétail

¹ Le marchand de bétail doit:

- a. annoncer immédiatement à un vétérinaire la suspicion ou l'apparition d'une épizootie ainsi que l'accumulation de pertes d'animaux ou d'avortements;
- b. utiliser exclusivement les véhicules qui répondent aux exigences fixées à l'art. 25, al. 1, pour le transport d'animaux;
- c. informer son personnel des réglementations à respecter et assurer périodiquement la formation et la formation continue de celui-ci;
- d. consulter régulièrement les annonces d'épizooties faites par l'office fédéral sur Internet;
- e. avoir sur lui sa patente de marchand de bétail quand il exerce le commerce du bétail et lorsqu'il transporte des animaux.

² Le local de stabulation doit disposer:

- a. d'une capacité suffisante pour isoler les animaux malades;

⁴ RS 946.512

- b. le cas échéant, d'une capacité suffisante pour isoler les animaux qui sont destinés à l'exportation;
- c. d'installations appropriées pour le déchargement, l'hébergement, l'abreuvement, l'affouragement et le soin des animaux;
- d. une surface appropriée pour le stockage de la litière et du fumier;
- e. une fosse à purin.

Art. 37a Surveillance vétérinaire officielle

Le vétérinaire cantonal ordonne un contrôle vétérinaire officiel des locaux de stabulation utilisés par les marchands de bétail et des inscriptions portant sur le trafic des animaux; ces contrôles doivent être effectués à intervalles réguliers, en fonction des risques.

Art. 37b Taxe perçue à l'abattage

¹ La taxe perçue à l'abattage pour financer les mesures de prévention et de lutte contre les épizooties est encaissée par l'abattoir et versée par celui qui livre les animaux. Les taxes sont fixées par animal comme suit:

	Fr.
a. animaux de l'espèce bovine âgés de plus de six mois	3.–
b. animaux de l'espèce bovine âgés de moins de six mois	1.50
c. animaux de l'espèce porcine	–.50
d. animaux de l'espèce ovine	–.50
e. animaux de l'espèce caprine	–.50

² L'abattoir bénéficie d'une indemnité de Fr. –.10 par animal abattu pour l'encaissement de la taxe perçue à l'abattage. Cette indemnité est supportée par celui qui livre les animaux en sus de la taxe perçue à l'abattage.

³ L'exploitant de la banque de données sur le trafic des animaux déduit les taxes perçues à l'abattage des contributions auxquelles l'abattoir a droit en vertu de l'ordonnance du 10 novembre 2004 concernant l'allocation de contributions pour payer les frais d'élimination des sous-produits animaux⁵.

⁴ L'exploitant de la banque de données sur le trafic des animaux distribue une fois par an aux cantons le produit des taxes perçues à l'abattage, proportionnellement au nombre d'animaux à onglons détenus dans le canton.

Art. 61, al. 1^{bis}

^{1bis} De même, les animaux à onglons qui ont péri, excepté les animaux de l'espèce porcine, doivent être annoncés au service désigné par le canton.

⁵ RS 916.407

Art. 65, al. 3, dernière phrase

Abrogée

Art. 73, al. 1

¹ Le vétérinaire officiel ou l'inspecteur des ruchers ordonne le nettoyage et la désinfection, de même que, si elle est nécessaire, la désinfestation. Il surveille les travaux et s'assure que les personnes qui les effectuent disposent des connaissances techniques nécessaires.

Art. 179c, al. 1, let. c

¹ En cas de constat d'ESB, le vétérinaire cantonal ordonne:

- c. l'enregistrement et la mise à mort, au plus tard à la fin de la phase de production, de tous les animaux de l'espèce bovine nés entre un an avant et un an après la naissance de l'animal contaminé et qui, durant ce laps de temps, ont fait partie du troupeau visé à la let. b, ch. 2;

Art. 201

¹ Tous les troupeaux de chèvres sont considérés comme officiellement indemnes de CAE. En cas de suspicion ou d'épizootie, cette reconnaissance officielle est retirée au troupeau touché jusqu'à la levée du séquestre.

² Les troupeaux de chèvres sont surveillés par un examen sérologique.

³ Les boucs reproducteurs font l'objet d'un examen sérologique une fois par an et doivent être annoncés par le détenteur au vétérinaire cantonal.

Art. 202, al. 2, let. b

² Il lève le séquestre:

- b. lorsque trois examens effectués à un intervalle d'au moins six mois ont donné un résultat négatif; le premier examen ne peut être effectué que six mois au plus tôt après l'élimination des animaux contaminés ou suspects et de leurs descendants, et après le nettoyage et la désinfection.

Section 3 (art. 217 à 221)

Abrogée

Section 5 (art. 228 à 229)

Abrogée

*Section 8 (art. 237 à 239)**Abrogée**Art. 271, al. 4*

⁴ Au printemps de l'année suivante, l'inspecteur des ruchers contrôle les ruchers de l'ancienne zone d'interdiction conformément aux directives du Centre de recherches apicoles.

Art. 273 Mesures de lutte

¹ Lors du constat de loque européenne des abeilles, le vétérinaire cantonal ordonne pour le rucher contaminé:

- a. l'examen immédiat de toutes les colonies par l'inspecteur des ruchers;
- b. l'interdiction de déplacer des abeilles et des rayons;
- c. la destruction, dans les 10 jours, de toutes les colonies et de leurs rayons ou des colonies atteintes et suspectes, conformément aux directives du Centre de recherches apicoles;
- d. l'interdiction d'utiliser le miel pour nourrir des abeilles ou de le vendre à des centres collecteurs de miel;
- e. le nettoyage et la désinfection des ruches et des outils apicoles.

² En outre, le vétérinaire cantonal fixe, en tenant compte du terrain, une zone d'interdiction d'un rayon de 2 km autour du rucher contaminé. Les mesures suivantes sont applicables dans cette zone:

- a. L'offre, le déplacement, l'importation et l'exportation d'abeilles et de rayons sont interdits. Les outils apicoles ne peuvent être déplacés dans un autre rucher qu'après avoir été nettoyés et désinfectés.
- b. Avec l'accord du vétérinaire cantonal, l'inspecteur des ruchers peut autoriser le déplacement d'abeilles à l'intérieur de la zone d'interdiction et l'importation d'abeilles si des mesures de sécurité sont prises.

³ L'inspecteur des ruchers ordonne la valorisation d'anciens rayons, de la cire et du miel conformément aux directives du Centre de recherches apicoles.

⁴ Il effectue dans les 30 jours un dépistage de la loque européenne des abeilles sur toutes les colonies de la zone d'interdiction.

⁵ Le vétérinaire cantonal lève les mesures d'interdiction:

- a. 30 jours après la destruction de toutes les colonies et de tous les rayons du rucher contaminé, à condition que les ruches et les outils apicoles aient été nettoyés et désinfectés, et que les contrôles dans la zone d'interdiction n'aient pas donné lieu à une nouvelle suspicion;

- b. 60 jours après la destruction des colonies atteintes ou suspectes, à condition que ni le contrôle de vérification du rucher atteint ni les contrôles effectués dans la zone d'interdiction n'aient donné lieu à une nouvelle suspicion.

⁶ Au printemps de l'année suivante, les ruchers situés dans l'ancienne zone d'interdiction doivent faire l'objet d'un contrôle de vérification conforme aux directives du Centre de recherches apicoles.

Art. 276, al. 1

Abrogé

Art. 297, al. 1, let. b^{bis} et c

¹ L'office fédéral assume les tâches suivantes:

- b^{bis}. il peut déterminer quelles méthodes d'examens sont à appliquer pour la surveillance et la lutte contre les épizooties;
- c. il édicte des dispositions d'exécution de caractère technique sur le prélèvement d'échantillons, sur l'autorisation de produits de diagnostic vétérinaires et sur les examens servant au diagnostic de certaines épizooties;

II

Modification du droit en vigueur

Les ordonnances mentionnées ci-après sont modifiées comme suit:

1. Ordonnance du 23 avril 2008 sur la protection des animaux⁶

Art. 103, let. c

S'il est fait du commerce ou de la publicité au moyen d'animaux, la personne qui assume la garde des animaux doit être:

- c. titulaire d'une patente de marchand de bétail si l'entreprise fait du commerce de bétail au sens de l'art. 20, al. 2, de la loi du 1^{er} juillet 1966 sur les épizooties⁷;

⁶ non encore publiée dans le RO (entrée en vigueur le 1.9.2008)

⁷ RS 916.40

2. Ordonnance du 23 novembre 2005 concernant la banque de données sur le trafic des animaux⁸

Art. 3, al. 1, let. f^{bis} et al. 2

¹ Les données ci-après sont saisies dans la banque de données:

f^{bis}. le numéro de téléphone et la langue de correspondance du détenteur de l'animal;

² Les cantons annoncent à l'Office fédéral de l'agriculture (office) les données visées à l'al. 1, let. a à f^{bis}, ainsi que les mutations correspondantes. L'office les transmet à l'exploitant.

Art. 4, al. 1, let. h, et 2

Abrogées

Art. 4, al. 4 à 6

⁴ Les données ci-après des animaux de l'espèce porcine sont saisies dans la banque de données:

- a. à la naissance d'animaux:
 1. le numéro de l'unité d'élevage,
 2. le nombre d'animaux identifiés,
 3. la date de naissance,
 4. la date de la notification;
- b. lors de l'importation d'animaux:
 1. le pays d'origine et le numéro d'identification de l'unité d'élevage dans ce pays,
 2. le numéro de l'unité d'élevage,
 3. le nombre d'animaux,
 4. la date de naissance si elle est connue,
 5. la date de l'importation,
 6. la date de la notification;
- c. lors de l'entrée d'animaux provenant d'une autre unité d'élevage en Suisse:
 1. le numéro de l'unité d'élevage,
 2. le numéro de l'unité d'élevage d'où proviennent les animaux,
 3. le nombre d'animaux,
 4. la date d'entrée,
 5. la date de la notification;
- d. lors de l'abattage d'animaux:

⁸ RS 916.404

1. le numéro de l'unité d'élevage,
 2. le numéro d'identification de l'unité d'élevage d'où proviennent les animaux,
 3. le nombre d'animaux,
 4. la date de l'abattage,
 5. la date de la notification;
- e. lors de la mort d'animaux identifiés:
1. le numéro de l'unité d'élevage,
 2. le nombre d'animaux,
 3. la date de la mort (mois),
 4. la date de la notification;
- f. lors de l'exportation d'animaux:
1. le numéro de l'unité d'élevage,
 2. le nombre d'animaux,
 3. le pays de destination,
 4. la date de l'exportation,
 5. la date de la notification;
- g. la relation postale ou bancaire du détenteur de l'animal.

⁵ Les données ci-après des animaux de l'espèce caprine et ovine sont saisies dans la banque de données: la relation postale ou bancaire du détenteur de l'animal.

⁶ Le détenteur de l'animal annonce à l'exploitant les données visées aux al. 1, 4 et 5.

Art. 5, al. 1

Abrogé

4. Ordonnance du 16 juin 2006 relative aux émoluments liés au trafic des animaux⁹

Art. 3, al. 1

¹ Les émoluments sont perçus pour les marques auriculaires et en outre, pour les animaux de l'espèce bovine et de l'espèce porcine, sur la base des notifications d'abattages, selon les tarifs figurant en annexe.

Annexe ch. 5, 6, let. b et 8, let. c

5. Emolument pour un animal abattu

a. de l'espèce bovine;

5.–

⁹ RS 916.404.2

- b. de l'espèce porcine –.10
6. Emolument de traitement selon l'art. 3, al. 2, lors:
- b. d'annonce manquante ou d'indication manquante ou insuffisante quant au numéro de l'unité d'élevage, au numéro d'identification de l'animal, au numéro d'identification de la mère ou du père, à la date de naissance, d'arrivée ou de sortie, à la date où l'animal a péri, à celle de l'abattage ou au nombre d'animaux 5.–
8. Emoluments pour les consultations non gratuites visées à l'art. 6, al. 2, de l'ordonnance du 23 novembre 2005 sur la BDTA ¹⁰:
- c. pour les données du troupeau d'une unité d'élevage pendant une année civile selon les art. 2, let. e, et 3, al. 1, let. b à d, de l'ordonnance sur la BDTA ainsi que le numéro d'identification, le sexe, la race et la couleur des animaux d'une exploitation ou qui y étaient depuis le début de l'année civile. L'émolument s'entend par année civile, par unité d'élevage et par destinataire des données. Les demandes répétitives du même destinataire des données concernant la même unité d'élevage ne sont soumises à l'émolument que si elles sont faites durant une nouvelle année civile 2.–

5. Ordonnance du 10 novembre 2004 concernant l'allocation de contributions pour payer les frais d'élimination des sous-produits animaux ¹¹

Art. 2, al. 1 et 1^{bis}

¹ Les contributions pour les animaux de l'espèce bovine sont allouées quand la banque de données sur le trafic des animaux a reçu la notification de la naissance ou de l'abattage de l'animal conformément à l'art. 4, al. 1, let. e, de l'ordonnance du 23 novembre 2005 concernant la banque de données sur le trafic des animaux¹².

^{1bis} Les contributions pour les animaux de l'espèce porcine sont allouées quand la banque de données sur le trafic des animaux a reçu la notification de l'abattage d'un animal conformément à l'art. 4, al. 1, let. d, de l'ordonnance du 23 novembre 2005 concernant la banque de données sur le trafic des animaux.

Art. 3

L'exploitant de la banque de données sur le trafic des animaux établit un décompte et verse les contributions. Il peut compenser au moyen de ces contributions les

¹⁰ RS 916.404

¹¹ RS 916.407

¹² RS 916.404

émoluments dus par les exploitations en vertu de l'ordonnance du 16 juin 2006 relative aux émoluments liés au trafic des animaux¹³.

5. Ordonnance du 7 décembre 1998 sur les données agricoles¹⁴

Art. 2, al. 1, let. e

¹ Les cantons relèvent les données:

- e. relatives aux unités d'élevage comprenant des animaux à onglons, des équidés, de la volaille domestique, des poissons, excepté les poissons d'ornement, ou des abeilles, visées aux l'art. 7 et 18a de l'ordonnance du 27 juin 2005 sur les épizooties¹⁵, lorsque ces données servent à l'exécution de la loi du 1^{er} juillet sur les épizooties¹⁶, pour autant qu'elles ne soient pas déjà saisies dans le cadre de dispositions énoncées à l'al. 1, let. a et b (annexe 2, nos I et II);

III

¹ La présente modification entre en vigueur le (*1^{er} janvier 2009*) sous réserve des al. 2 et 3.

² Les art. 10, al. 2, et art. 14, al. 2, let. b et d, entrent en vigueur le (*1^{er} juillet 2009*) de même que les modifications suivantes du droit en vigueur:

- a. l'art. 4, al. 4, de l'ordonnance du 23 novembre 2005 concernant la banque de données sur le trafic des animaux¹⁷;
- b. l'art. 3, al. 1, et le ch. 5, let. b, de l'annexe de l'ordonnance du 16 juin 2006 relative aux émoluments liés au trafic des animaux¹⁸;
- c. l'art. 2, al. 1^{bis}, de l'ordonnance du 10 novembre 2004 concernant l'allocation de contributions pour payer les frais d'élimination des sous-produits animaux 2004¹⁹.

³ Les art. 7, al. 1, let. f et g, et 18a entrent en vigueur le (*1.1.2010*).

.... 2008

Au nom du Conseil fédéral suisse

Le président de la Confédération: Pascal Couchepin
La chancelière de la Confédération: Corina Casanova

¹³ RS 919.117.171

¹⁴ RS 919.117.71

¹⁵ RS 916.401

¹⁶ RS 916.40

¹⁷ RS 916.404

¹⁸ RS 916.404.2

¹⁹ RS 916.407